



PROJET NATIONAL DE MUTATIONS DES CONTROLEURS MOUVEMENT COMPLEMENTAIRE AU 01/03/2016

1995.50 EMPLOIS B VACANTS

Forte de ces orientations politiques actuelles, la Direction Générale poursuit, avec toujours plus d'acharnement, le massacre de l'emploi dans notre administration.

Aux suppressions d'emplois officielles s'ajoutent les suppressions déguisées sous forme d'emplois vacants (mais toujours budgétisés).

Le projet de mouvement complémentaire de mutation des contrôleurs qui vient de paraître en est une parfaite illustration: **la DG annonce plus de 1995 postes B vacants au 1er mars 2016 contre 1573 au 1^{er} septembre 2015 soit une augmentation de 27% en 4 mois.**

Au total :

- 98 directions enregistrent une vacance d'emplois B supérieure à 5 agent-es.
- 63 directions enregistrent une vacance d'emplois B supérieure à 10 agent-es.
- 46 directions enregistrent une vacance d'emplois B supérieure à 15 agent-es.

C'est un triste record dont les agent-es de la DGFIP se passeraient bien !

De plus, ces chiffres ne prennent pas en compte les collègues actuellement à temps partiel et muté-es qui sont compté-es à temps complet. Selon une évaluation globale, cela représente l'équivalent d'environ cinquante agent-es à ajouter à ce déficit.

Plus personne n'est dupe :

Depuis le début de la crise économique, sous couvert des politiques d'austérité européenne, les gouvernements qui se sont succédés, imposent des coupes budgétaires sans précédent à la fonction publique.

Sous couvert de réorganisation des services publics et de « rationalisation des coûts », ces gouvernements assurent une casse organisée de la fonction publique:

- par les suppressions massives d'emplois
- par une présence et répartition de plus en plus inégale des missions de services publics sur l'ensemble du territoire.

Ils entretiennent ainsi la fracture entre les différentes classes sociales !

Objectif assumé à court terme: l'interministérialisation des missions de service public, la mobilité forcée et la disparition du statut de fonctionnaire.

Dans cet état des lieux calamiteux, seuls 306 agent-es sur les 2129 demandes formulées ont pu obtenir un vœu dans le projet de mouvement complémentaire.

Une fois de plus, la Direction Générale n'a donc pas jugé utile de prononcer la totalité des mouvements possibles. Son travail consiste à répartir la pénurie sur l'ensemble des départements privant ainsi de nombreux collègues d'une mutation qu'ils auraient pu obtenir en situation de plein emploi.

Pour la CGT il est aussi anormal que 5 rapprochements externes soient laissés non satisfaits. Tout aussi inacceptable, les départements que la direction générale a décidé de fermer alors qu'il ne reste que peu d'agent-es le demandant. C'est le cas par exemple des Alpes Maritimes : alors qu'il y a 33 emplois vacants et une seule demande en attente, le département est pourtant déclaré fermé par la Direction Générale.

Au « blocage » des mutations subies par certain-es agent-es de la DGFIP s'ajoutent ce que **tou-tes** les agent-es supportent au quotidien du fait des suppressions et vacances d'emplois: dégradation des conditions d'exercice des missions, stress, souffrance au travail, discriminations diverses, difficultés professionnelles croissantes, problèmes de formation dans les petits postes, pression hiérarchique et entre collègues, etc.

Les élu-es de la CGT Finances Publiques exigent :

- l'arrêt des suppressions d'emplois.
- l'augmentation significative du volume de recrutement du concours commun B.
- la création de postes à hauteur des besoins des services.
- que toutes les vacances d'emplois soient pourvues dès lors qu'il existe des demandes.
- L'appel systématique des listes complémentaires de tous les concours.

Car rappelons-le notre direction est la plus impactée!

Pour preuve, aux vacances d'emploi déjà actées, s'ajoutent plus de 2500 suppressions d'emploi au Ministère des Finances (annonce PLF 2016) rendant les possibilités de mutations pour les années à venir quasi nulles et les conditions de travail de plus en plus dégradées!

Sans une réaction collective et forte des agent-es de notre administration, la situation ne peut que s'aggraver !